

France : pays d'immigration mais pas encore terre d'accueil

[Hervé Sérieyx](#) 13 Février 2017

[réfugiés](#), [accueil des réfugiés](#), [migrants](#) [Actualité](#)



Le 18 janvier 2017, France Bénévolat réunissait à La Maison de l'Europe de nombreux acteurs européens afin d'échanger sur les pratiques innovantes mises en oeuvre dans certaines régions et villes d'Europe du Nord pour intégrer réfugiés et migrants dans nos sociétés.

Adnan Abdul Ghani, réfugié syrien, informaticien dans son pays, parvenu au plus grand camp de Suède, celui de Restad Gård, à Vänersborg, témoigne : « *Quand on a réussi à gagner la Grèce sur les bateaux de la mort, que l'on a su traverser une bonne part de l'Europe et que l'on arrive enfin dans un pays d'accueil, on garde espoir, même si l'on est très fatigué. Mais il faut du temps pour comprendre les règles du jeu, le système de valeur, les habitudes de la société qui nous reçoit, maîtriser les rudiments de sa langue et surtout obtenir un statut ; et plus ce temps dure – parfois deux ans, dans des camps souvent situés à l'écart des villes et des villages –, plus l'espoir s'évapore, plus on s'éteint, plus on se recroqueville, plus se périment les compétences professionnelles que l'on avait dans son pays d'origine et plus on perd sa joie de vivre, sa force vive.* »

Avec l'aide d'autres réfugiés du camp – d'abord un professeur, un sportif, un artiste, puis, peu à peu, plus de cent personnes – Adnan va susciter en interne un « groupe de soutien » qui prendra progressivement en charge la dynamisation du camp. Les autorités locales et de nombreux bénévoles suédois apportent leur concours pour faciliter ce processus d'autogestion, qui débouche rapidement sur une grande profusion d'activités (plus de mille trois cents), la création de clubs (professionnels, culturels, sportifs...), la production de manifestations ouvertes aux Suédois (défilés de mode, démonstrations culinaires, spectacles, compétitions sportives), l'organisation de plus de deux cents stages de formation professionnelle et, surtout, une mobilisation généralisée des réfugiés.

Pour les responsables politiques et administratifs en charge de l'intégration des réfugiés dans diverses régions ou grandes villes d'Europe du Nord (Västra Götaland, Bade-Wurtemberg, Oslo, Stuttgart), une politique d'intégration des réfugiés a d'autant plus de chance de réussir qu'elle permet à ceux qui arrivent d'être les acteurs dynamiques de leur insertion ; c'est ce qui distingue une politique purement gestionnaire (on gère des flux, des répartitions de population, des dossiers) d'une politique d'accueil. Comme le rappelait Gari Pavkovic, directeur du département pour l'intégration de la ville de Stuttgart, « *dès qu'un réfugié arrive à Stuttgart, il devient un Stuttgarter* ».

En France, les associations comme France Terre d'asile, Emmaüs ou Les Petits Frères des pauvres, partagent cette approche, d'autres moins connues et plus modestes, de même que certaines collectivités locales, cherchent à innover aussi dans ce sens. Mais notre pays est moins de droite ou de gauche qu'il n'est avant tout d'État. Tout doit être dirigé par le haut et l'État s'efforce de gérer avec un maximum de rigueur technique, d'humanité formelle et de compétence administrative ces flux de surnuméraires que sont les réfugiés ; en faisant en outre des efforts considérables – qu'il faut saluer – pour rationaliser ses processus et diminuer les délais de traitement des dossiers et d'obtention de statuts et de permis ; ce que réussit, en particulier et avec quelque mérite, l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA) en divisant par plus de deux les délais d'instruction des demandes d'asile. Mais c'est précisément ce qui donne le « la », le ton général de la politique d'intégration : elle est, tout au long de la chaîne, essentiellement conçue et mise en oeuvre pour les bénéficiaires, et très peu avec et par eux. Tout cela est fort coûteux puisque l'on fait l'impasse sur toute la richesse des contributions que l'autre pourrait apporter.

Comme le rappelait le président d'honneur de France Bénévolat, Dominique Thierry, en concluant le colloque du 18 janvier à la Maison de l'Europe, les grandes migrations ne sont pas près de s'arrêter : ce n'est pas demain que le Moyen- Orient trouvera un nouvel équilibre apaisé ; l'explosion démographique actuelle de l'Afrique enjambrera nécessairement la Méditerranée ; sans parler des inévitables migrations climatiques à venir. Nous avons intérêt à nous affranchir de deux habitudes paresseuses qui risqueraient de nous coûter cher. La première consisterait à ignorer la capacité de contribution de l'autre – surtout s'il vient d'ailleurs. La seconde serait une conception pauvre de l'intégration, réduite à une simple mise au moule, à un formatage des nouveaux venus, évacuant toute chance qu'ils apportent un enrichissement culturel au pays qui les reçoit.

Comme le résumait Dominique Thierry : « *La France est un pays d'immigration, elle n'a pas encore réellement appris à devenir une terre d'accueil.* »

Hervé Sérieyx
Vice-président de France Bénévolat

